

Brochure n° 3271

**Convention collective nationale**

IDCC : 1631. – **HÔTELLERIE DE PLEIN AIR**

**ACCORD DU 11 AVRIL 2006**

RELATIF AUX CONDITIONS D'INFORMATION  
DES SALARIÉS ET DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

NOR : ASET0650771M

IDCC : 1631

Vu l'article 49 de la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 parue au *Journal officiel* du 5 mai 2004,

Les partenaires sociaux de la branche de l'HPA, réunis en commission mixte paritaire le 11 avril 2006, ont entendu définir, par le présent accord collectif de branche, conformément à la loi, les mesures relatives aux conditions d'information des salariés et des représentants du personnel sur le droit conventionnel applicable dans les entreprises de l'hôtellerie de plein air.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modalités d'information des salariés des entreprises de l'HPA*

Les salariés devront être informés sur le droit conventionnel applicable dans leur entreprise, selon les modalités suivantes :

**1.1. Au jour de l'embauche**

Tout employeur devra remettre au nouvel arrivant une notice d'information relative aux textes conventionnels applicables. Cette notice devra contenir les éléments suivants :

- l'identification de la convention collective nationale applicable ;
- son champ d'application ;

- la liste des principaux textes (avenants ou accords collectifs) rattachés à la convention collective nationale de l'HPA ; cette liste devra être présentée de préférence par thèmes de négociations (durée du travail, travail de nuit, salaires minima conventionnels, prévoyance complémentaire, formation professionnelle, chèques vacances, autres...) ou par date chronologique de signature ;
- les noms et adresses des représentants des organisations syndicales représentatives de salariés de la branche ;
- le nom et l'adresse de la fédération professionnelle patronale signataire ;
- la liste des accords collectifs propres à l'entreprise éventuellement applicables (date, intitulé, signataires) ;
- les modalités pratiques de consultation dans l'entreprise des textes conventionnels énoncés.

La notice d'information n'a aucun caractère contractuel, elle n'a qu'une simple valeur informative. L'employeur doit pouvoir démontrer qu'il a remis la notice d'information aux nouveaux embauchés, par tous moyens, notamment par un écrit daté et signé par les salariés précisant qu'elle leur a été remise en mains propres contre décharge.

Un document type est proposé en annexe I du présent accord aux entreprises entrant dans son champ d'application. Celui-ci n'a aucun caractère obligatoire et peut être aménagé, complété ou modifié pour répondre au mieux à l'obligation d'information des salariés sur le droit conventionnel.

## 1.2. En cours d'exécution du contrat de travail

L'employeur doit tenir à disposition des salariés de l'entreprise un exemplaire de la convention collective nationale de l'HPA, de ses avenants et accords subséquents, ainsi que des éventuels accords collectifs d'entreprise. A cet effet :

Un avis doit être affiché sur les lieux de travail, accessibles aux salariés. Il doit contenir, outre l'intitulé des textes conventionnels applicables, les modalités pratiques de consultation : lieu de consultation, jours et heures de consultation (pendant le temps de travail). Cette consultation est librement déterminée par chaque salarié. L'avis de mise à disposition doit être distinct d'une part des communications écrites destinées aux clients des entreprises, et d'autre part des communications écrites destinées aux représentants du personnel, lorsqu'ils existent dans l'entreprise.

Les entreprises dotés d'un intranet devront mettre à la disposition des salariés un exemplaire de tous les textes conventionnels de branche et d'entreprise qui les lie. Cette obligation se cumule avec la mise à disposition d'un exemplaire en libre consultation (voir ci-dessus), sauf si tous les salariés de l'entreprise ont accès à l'intranet.

Les bulletins de salaire doivent contenir la mention de l'intitulé de la convention collective de branche applicable. En cas d'utilisation du chèque-emploi TPE (et du titre-emploi-entreprise), l'information sera donnée par tout moyen approprié.

## Article 2

### *Modalités d'information des représentants du personnel des entreprises de l'HPA*

Lorsqu'ils existent dans l'entreprise, les membres du comité d'entreprise, les délégués du personnel et les délégués syndicaux, reçoivent de l'employeur un exemplaire des textes conventionnels applicables : convention collective de branche, avenants et accords collectifs subséquents, accords collectifs éventuels d'entreprise.

L'employeur assure l'actualisation de l'information sur les textes conventionnels au regard des représentants du personnel, comme au regard des salariés de l'entreprise, auprès de tous syndicats professionnels adhérents à la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air.

## Article 3

### *Portée et date d'entrée en vigueur du présent accord*

Les parties signataires sont convenues que le présent accord collectif fasse l'objet d'une demande d'extension, selon les dispositions légales en vigueur. Dans ces conditions, il sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la date de parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension, à l'ensemble des entreprises ou établissements couverts par le champ d'application défini par l'article 1.1 de la convention collective nationale de l'hôtellerie de plein air modifié par l'avenant n° 3 à ladite convention.

Sous réserve de l'absence d'opposition de la majorité en nombre des organisations syndicales des salariés représentatives dans le champ d'application de l'accord, il est procédé, conformément à la loi, aux formalités de dépôt et de publicité propres aux accords collectifs de branche.

Fait à Paris, le 11 avril 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

FNHPA.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA-FO ;

CFE-CGC ;

CGT ;

CFDT-Fédération des services ;

CFTC-CSFV.

## ANNEXE I

Date de mise à jour 11 avril 2006

### NOUVEAUX EMBAUCHÉS

#### **Notice d'information relative aux textes conventionnels applicables dans l'entreprise**

Avertissement : le présent document est une synthèse des principaux textes conventionnels applicables dans la branche de l'HPA et l'entreprise. Il est remis au salarié par l'employeur au moment de l'embauche, et n'a qu'une simple valeur informative. Cette notice n'a donc pas vocation à être un document contractuel supplémentaire.

Les textes conventionnels de la branche

#### **1. Identification de la CCN applicable**

Convention collective nationale de l'hôtellerie de plein air signée le 2 juin 1993, étendue le 15 octobre 1993.

N° brochure JO : 3271.

#### **2. Champ d'application**

Entreprises ou établissements dont l'activité principale se caractérise par l'exploitation de terrains de camping, caravanning et parcs résidentiels de loisirs (généralement répertoriée au code NAF 55 2 C) ;

Activités de campings municipaux gérés ou concédés de façon autonome techniquement et financièrement.

S'applique aux personnels des terrains de camping, à l'exception du personnel des organismes de tourisme social et familial, sans but lucratif, couverts par la CCN étendue du tourisme social et familial.

S'applique également aux personnels des commerces divers (commerces de détails alimentaires ou non alimentaires), des bars, des services de restauration diverses, services d'animation, exploités par un établissement relevant de l'industrie hôtelière de plein air, à la condition que ces activités soient annexes à l'activité principale (art. 1.1 de la CCN modifié et remplacé par l'art. 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 3 à la CCN).

#### **3. Liste des principaux textes rattachés (avenants ou accords) par thèmes de négociations**

*(liste non exhaustive, mise à jour 11 avril 2006)*

##### Temps de travail

Accord national sur la réduction et l'aménagement du temps de travail : signé le 23 mai 2000, étendu le 3 janvier 2001 ;

Avenant n° 1 complétant et modifiant l'accord national ci-dessus : signé le 25 juin 2001, étendu le 26 décembre 2001 ;

Avenant n° 2 complétant et modifiant l'accord national ci-dessus (temps partiel modulé ou variable) : signé le 21 février 2002, étendu le 10 février 2003 ;

Avenant n° 3 complétant et modifiant l'accord national ci-dessus (heures supplémentaires, contingent) : signé le 21 février 2002, étendu le 10 février 2003 ;

Avenant n° 4 complétant et modifiant l'accord national ci-dessus et son avenant n° 3 (majorations heures supplémentaires, contingent, repos compensateur légal, dispositions diverses) signé le 15 avril 2003, étendu le 22 juillet 2003 ;

Avenant n° 5 complétant et modifiant l'accord national ci-dessus et son avenant n° 4 : signé le 20 janvier 2004, étendu le 9 juin 2004.

#### Travail de nuit

Accord national relatif au travail de nuit : signé le 25 octobre 2002, étendu le 9 juillet 2003 ;

Avenant n° 1 complétant et modifiant l'accord national ci-dessus : signé le 29 janvier 2004, étendu le 9 juin 2004.

#### Salaires minima conventionnels

Avenant n° 15 à la CCN : signé le 16 janvier 2002, étendu le 18 juillet 2002 ;

Avenant n° 16 à la CCN : signé le 26 octobre 2004, étendu le 25 février 2005 ;

Avenant n° 18 à la CCN : signé le 15 mars 2005, étendu le 22 juin 2005 ;

Avenant n° 19 à la CCN : signé le 11 janvier 2006 (en cours d'extension).

#### Prévoyance complémentaire

Accord national relatif à la prévoyance complémentaire : signé le 9 mars 2004, étendu le 15 juillet 2004 ;

Avenant n° 1 à l'accord national ci-dessus : signé le 26 octobre 2004 étendu le 10 février 2005.

Institutions gestionnaires : IONIS Prévoyance et OCIRP.

#### Formation professionnelle

Avenant n° 6 à la CCN portant adhésion à un OPCA choisi par la branche professionnelle de l'HPA (AGEFOS/PME) : signé le 18 décembre 1996, étendu le 7 mai 1997 ;

Avenant n° 11 à la CCN relatif à la création d'une commission paritaire nationale sur l'emploi et la formation professionnelle : signé le 27 octobre 1998, étendu le 4 juin 1999 ;

Avenant n° 14 à la CCN relatif à la création de CQP : signé le 25 juin 2001, étendu le 9 avril 2002. Création d'un CQP « ouvrier qualifié de maintenance ».

#### Chèques-vacances

Accord national relatif à la mise en place des chèques-vacances dans la branche de l'HPA : signé le 28 janvier 2005.

#### 4. Signataires salariés

Représentants des organisations syndicales représentatives de salariés, membres de la commission mixte paritaire, de la CPNEFP, de la commission d'interprétation de la CCN :

FGTA-FO : 7, passage Tenaille, 75013 Paris ;

FS-CFDT : tour Essor, 14, rue Scandicci, 93508 Pantin Cedex ;

CFTC commerces, services et force de vente : 251, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris ;

CGT : fédération du commerce, de la distribution et des services, 263, rue de Paris, 93514 Montreuil Cedex ;

Inova CFE-CGC : maison de la CFE-CGC, 59-63, rue du Rocher, 75008 Paris.

#### 5. Signataire employeur

Représentants de l'organisation patronale de la branche, membres de la commission mixte paritaire, de la CPNEFP, de la commission d'interprétation de la CCN :

Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air, 105, rue Lafayette, 75010 Paris.

Les textes conventionnels propres à l'entreprise

*(l'entreprise devra préciser, le cas échéant, l'intitulé et la date de signature des accords collectifs négociés et applicables dans l'entreprise)*

#### 6. Modalités pratiques

Les textes conventionnels énoncés ci-dessus :

- sont mis à la disposition de chaque salarié de l'entreprise et peuvent être consultés, selon les modalités précisées par note de service affichée sur les lieux de travail (préciser le lieu, les heures de consultation pendant le temps de travail...) ;
- (éventuellement) sont mis à la disposition de chaque salarié de l'entreprise et peuvent être consultés sur l'intranet de l'entreprise ;
- (et également) peuvent être consultés auprès des services de l'inspection du travail (préciser l'adresse).

Vous pouvez aussi vous procurer les textes conventionnels énoncés ci-dessus auprès du *Journal officiel* ou les consulter sur le site [www.legifrance.com](http://www.legifrance.com).

\*  
\*   \*

*Notice d'information sur les textes conventionnels applicables  
à la branche et à l'entreprise*

Remise en mains propres au salarié contre décharge, au jour de  
l'embauche :

M/Mme .....

Le ..... 200..

(Signature du nouvel embauché)